
LES DÉBUTS POLITIQUES DE WILLIAM PITT

Un porphyrogénète

Le 26 février 1781, dans cette salle des séances de la Chambre des Communes depuis détruite par un incendie, mais dont la salle actuelle a reproduit, en l'élargissant, la disposition. Au fond, sous un dais, le *speaker* largement emperruqué, devant lui la table des *clerks* avec la masse et le coffre de bronze. Au plafond un grand lustre de style hollandais. A droite les banquettes de la majorité ; à gauche celles de l'opposition. Sur ces banquettes, serrés les uns contre les autres, beaucoup appuyés sur une canne, la plupart le tricorne sur la tête, les honorables membres, presque tous *gentlemen*, fils cadets ou neveux de lords, notables *squires*, clients nantis de grands seigneurs terriens : c'est le Conseil d'administration de la Société Angleterre qui, depuis quelques lustres, a pris un essor que vient seulement de freiner la malheureuse guerre contre les insurgés américains.

Un jeune homme, d'un ban de l'opposition, « attrape les yeux » du *speaker*. Il se lève. Un silence se fait. Chacun se tourne vers cette silhouette mince, ce long visage, ce nez proéminent, ces yeux brillants, ce port un peu hautain, cette gravité précoce. C'est que ce garçon de vingt et un ans, élu député un mois auparavant et qui se prépare à prononcer son premier discours, est le fils du comte de Chatham, le fougueux ministre, qui a poussé si loin la gloire britannique et qui est mort dramatiquement il y moins de trois ans, alors qu'il venait, à la Chambre haute, de s'élever contre la reconnaissance de l'indépendance américaine. Avant que d'être un lord, Chatham s'appelait William Pitt. Son second fils, le nouveau député, est

aussi nommé William Pitt. Et, déjà sans qu'on le connaisse beaucoup, le jeune homme est entouré de cette déférente sympathie qui s'attache traditionnellement, outre-Manche, aux « porphyrogénètes », aux membres des familles qui ont l'habitude et le goût du gouvernement.

Il parle. Le sujet choisi est technique ; il s'agit d'un projet d'économies budgétaires ; on est loin des généralités où se complaisent les débutants. La voix est nette, bien timbrée, la langue pure, les arguments pressants ; point trace de timidité, de morgue non plus d'ailleurs. Et, quand le jeune homme s'assied au milieu des *hear, hear !* d'approbation, Burke, l'Irlandais visionnaire, que les *gentlemen* du Parlement ne se sont jamais tout à fait accoutumés à considérer comme l'un des leurs, mais qui reste un des plus grands orateurs de cet âge d'or de l'éloquence britannique, Burke déclare : « Ce n'est pas un copeau du vieux tronc, c'est le vieux tronc lui-même ! » Et comme un député dit à Fox : « Ce Pitt sera un des premiers hommes du Parlement », le « phénomène de l'époque » réplique : « Il l'est déjà ! »

D'emblée, le second Pitt a, dans le monde politique anglais, conquis sa place, une place réservée.

Comme chez les Romains de la République, dans l'Angleterre du XVIII^e siècle, — et, jusqu'à un certain point, dans l'Angleterre d'aujourd'hui — le pouvoir est, en dépit des formes électorales, quasi-héréditaire. Ou, plus exactement, les fils de famille accoutumés au pouvoir reçoivent, dès le berceau, un entraînement qui, l'âge venu, porte naturellement les mieux doués d'entre eux aux premiers emplois de l'Etat.

*

**

William Pitt, le second, naît à Hayes, près de Bromley, dans le comté de Kent, le 28 mai 1759, à la lueur des feux de joie allumés en l'honneur des succès de son père, alors à l'apogée de sa gloire ministérielle : 1759, c'est l'époque heureuse de la guerre contre la France, c'est l'année où Horace Walpole peut écrire : « Il nous faut chaque matin demander quelle est la dernière victoire, de peur d'en sauter une », l'année où Québec capitule devant Wolfe mourant, l'année où les vaisseaux de l'amiral Hawke dispersent une flotte française dans la baie de Biscaye et où ceux de l'amiral Boscawen en défont une autre

près de la côte portugaise, l'année où Clive établit la domination anglaise sur le Bengale, l'année aussi où voient le jour le poète Burns et Wilberforce, l'apôtre de l'abolition de l'esclavage. Le premier Pitt est toujours celui dont le Grand Frédéric a dit : « Il faut avouer que l'Angleterre a été longtemps en travail et qu'elle a beaucoup souffert pour produire M. Pitt ; mais enfin elle est accouchée d'un homme. »

Il ne s'est pas encore laissé reléguer à la Chambre des lords ; il demeure le « grand député », tenant les Communes sous la magie de son verbe confus et tempétueux, subjuguant l'aristocratie *whig* où se trouvent cependant ses alliés les plus sûrs, effrayant George II, le roi hanovrien à la couronne britannique duquel il donne pourtant un éclat inconnu, génie tumultueux, fantasque, dominateur, théâtral et toujours possédé de l'implacable volonté d'abaisser la puissance française.

Cet homme remarquable, paru en un temps où l'Angleterre était une sorte de république oligarchique, n'était pourtant pas tout-à-fait un oligarque de naissance. Fils d'un père riche, petit-fils de ce gouverneur de Madras, homme de peu de scrupules, qui vendit en 1717 au Régent Philippe d'Orléans le fameux diamant de cent trente six carrats, six fois ce qu'il lui avait coûté, le premier William Pitt ne tenait pas de droit à cette haute noblesse protestante, — noblesse en partie d'assez fraîche date, — qui, depuis que la Révolution de 1688 avait chassé les Stuarts, gouvernait l'Angleterre presque sans partage. Mais il avait épousé lady Hester Grenville, une femme douce et aimante, qui, elle, appartenait sans conteste, par une famille singulièrement remuante, au cercle des grands *whigs* et qui y introduisit son mari.

Cornette de cavalerie au sortir de l'adolescence, le premier Pitt avait très tôt été député d'Old Sarum, « bourg pourri » s'il en fut. Très décidé, selon son expression, à « ne rien nier ni atténuer le crime atroce d'être jeune », il s'était fait vite remarquer par son verbe ampoulé, son patriotisme agressif et son insolence : « Quelqu'un ose-t-il rire ? dit-il un jour aux Communes en interrompant une période particulièrement emphatique. — Non, lui fut-il répondu, nous sommes beaucoup trop stupéfaits pour rire. »

Opposant de nature, il se plaça sans tarder au premier rang de l'opposition et fit une guerre acharnée non seulement

aux ministres Walpole, Carteret, puis Newcastle, mais au roi George II qu'il accusait d'être plus hanovrien qu'anglais : « Je ne veux pas, s'écriait-il, que cet illustre royaume devienne la simple annexe d'un misérable électorat ! »

Sûr de lui, il affirma, au début de la guerre de Sept ans : « Je suis sûr que je peux sauver le pays et que nul autre ne le peut. » Tant d'assurance finit par convaincre même ses adversaires, même le roi et, en 1756, le député d'Old Sarum entra dans le cabinet comme secrétaire d'Etat au département du Sud (c'est-à-dire en fait chargé de la guerre et d'une partie des Affaires étrangères). Il ne tarda pas à être, sans le titre, le vrai chef du gouvernement et comme tel poursuivit avec une énergie farouche une politique qui consistait à fixer sur le continent, grâce à l'aide de la Prusse, le gros des forces de la France, les colonies de celle-ci devenant du même coup une proie relativement facile pour la Grande-Bretagne.

Le succès couronna cette politique et l'on vient de voir comment le second fils de l'impétueux ministre vit le jour au milieu des lauriers.

Né dans un milieu essentiellement parlementaire, le jeune William fut, dès le berceau, promis au Parlement. On craignit d'abord pourtant que sa faible vitalité ne lui permit pas de remplir les espoirs de ses parents. Né d'un père quinquagénaire et terriblement goutteux, l'enfant apparut chétif et débile. A peine enlevé au sein de sa nourrice, le docteur Addigton le mit au vin de Porto, si à la mode Outre-Manche depuis le traité de Mettuen. Ce médecin de la famille Pitt n'était pas de l'avis du docteur Johnson qui disait, vers la même époque : « Le Bordeaux pour les enfants, le porto pour les hommes et l'eau-de-vie pour les héros ! »

Fût-ce l'effet de cette cure ou toute autre raison, William se fortifia peu à peu bien que sa santé dût, jusqu'au bout, demeurer assez chancelante. En même temps sa précocité intellectuelle se révélait singulière. Il était encore presque un bébé que ses parents l'appelaient, dans leurs lettres, « le philosophe » ou « notre conseiller » ; il n'avait que sept ans lorsque son précepteur, le Révérend Wilson, s'écriait : « Ses sages observations ne sont pas seulement piquantes mais utiles, et elles projettent souvent une lumière nouvelle sur le sujet. » Peu après, alors que son père était élevé à la pairie, il déclarait : « Je suis bien

aise de n'être pas le fils aîné. Je veux servir le pays à la Chambre des Communes, comme papa. » Il atteignait huit ans quand lady Holland, femme de l'adversaire acharné du premier Pitt et mère de Charles Fox, un garçon de dix-huit ans promis également, dès le maillot, à une grande carrière politique qu'il devait lui aussi remplir, quand lady Holland écrivait à son mari: « Ce petit William est bien l'enfant le plus intelligent que j'aie jamais vu ; il est élevé si sérieusement et son comportement est si judicieux que ce petit garçon, écoute-moi bien, sera, aussi longtemps qu'il vivra, une épine au flanc de notre Charles. » L'avenir devait entièrement vérifier la prophétie de cette mère tendre et politique.

Un tel bambin prodige risque fort de tourner, les années venant, soit au sot, soit au cuistre. Le second Pitt fut toujours le contraire d'un sot, mais il conserva constamment, dans ses manières, quelque chose du pédañt. Ce n'est pas impunément qu'on a écrit à treize ans une tragédie intitulée *Laurentius, roi de Clarinium*, et qui roule autour d'un complot fomenté pour bouleverser une régence.

Quoi qu'il en soit, à moins de quatorze ans, William sait assez de latin et de grec pour entrer, sans difficulté, au collège de Pembroke, en l'Université de Cambridge. Sa santé ne lui a pas permis de passer auparavant, comme la plupart des jeunes aristocrates, ses contemporains, par l'école d'Eton. Il n'a pas reçu les coups de canne dont sont alors prodigues les maîtres de cette illustre institution et ne s'est pas roulé dans la poussière avec ses futurs voisins au banc des ministres et ses futurs vis-à-vis du premier banc de l'opposition. Cette lacune le distinguera toujours un peu du haut personnel politique de son temps. Il n'aura pas de sobriquet et ses intimes même l'appelleront volontiers : « Mr. Pitt ».

A Cambridge, l'adolescent mène une vie assez austère : cours, dîners solennels et mauvais dans le hall du collège, bi-quotidiennes séances à la chapelle, travail acharné surtout dans sa chambre. Son père, qui ne sait pas énormément de grec, mais qui en cite volontiers, a insisté pour qu'il étudie particulièrement Polybe. Le jeune William lit Polybe, dans le texte, à livre ouvert, ainsi que Thucydide et beaucoup d'autres auteurs également difficiles. Chose plus remarquable à son époque, il s'occupe de mathématiques, étudie Newton et assimile un

grand nombre d'ouvrages traitant de questions économiques et financières dont la *Richesse des nations*, d'Adam Smith. Il lit aussi Shakespeare et Milton, différents auteurs français et italiens. Mais la littérature ne le touche pas vraiment. Pour lui le plus beau roman du monde restera toujours *Gil Blas*. Il n'est pas sportif. Cependant, on lui fait faire un peu d'équitation et un peu d'escrime. A aucun moment il n'oublie qu'il est promis au ministère.

Aussi bien pendant ces années estudiantines, sa principale distraction semble-t-elle consister à aller de temps en temps à Londres assister à une séance des Communes ou des lords. Là, il se sent véritablement dans son atmosphère, là sont les amis de ses parents, leurs adversaires, les hommes qu'il apprend, dès l'enfant, soit à admirer, soit à détester. Il écoute avec délices les discours de son père, « les plus beaux, écrit-il, qui aient jamais été prononcés. » Ce père cependant a poursuivi sa carrière. Il ne s'est pas beaucoup mieux entendu avec George III, monté sur le trône en 1760, qu'il ne faisait avec George II et, en 1761, il a quitté le ministère et, rejeté dans l'opposition, il a mené la vie dure aux ministères successifs de lord Bute, de George Grenville, pourtant son beau-frère, et du marquis de Rockingham. Les erreurs politiques qui ont poussé les colonies américaines à l'insurrection lui ont été un thème facile à de virulents discours et sa popularité n'a fait que s'accroître.

Cette popularité a connu une éclipse quand, en 1766, il s'est laissé créer comte de Chatham et qu'il a formé un gouvernement. La goutte et aussi une longue crise de neurasthénie l'ont empêché de diriger effectivement ce gouvernement. Mais, démissionnaire et en meilleure santé, il a retrouvé tout son prestige en prononçant, pendant près de dix ans, à la Chambre des lords, une série de discours dans lesquels il s'est fait le champion des droits du peuple, de la liberté de la presse, de la liberté de conscience et aussi de ces Américains insurgés que le cabinet britannique veut réduire à coup de mercenaires hessois : « Mylords, a-t-il été jusqu'à s'écrier en 1777, si j'étais Américain, comme je suis Anglais, tant qu'une troupe étrangère serait dans mon pays, je ne déposerais jamais les armes, — jamais, jamais, jamais ! »

C'est au cours d'une de ces mémorables séances de la Chambre haute et tandis qu'un ministre parle que, dans la galerie des

spectateurs, le jeune William est présenté à Charles Fox et agace un peu celui-ci par ses : « Mais, sûrement, M. Fox, à de tels arguments, on pourrait répondre ceci... »

A vivre ainsi dans l'atmosphère parlementaire, il apprend quels sont les ressorts secrets de la vie publique, il apprend à se méfier de la politique personnelle de George III, ce prince honnête, obstiné et périodiquement fou dont il sera si longtemps le premier ministre ; il apprend à voir clair dans les intrigues mi-familiales, mi-politiques des grands seigneurs *whigs* qui, au pouvoir, confondent si volontiers, et point à leur détriment, leurs revenus patrimoniaux avec ceux de l'Etat ; il apprend enfin à ne pas aimer la France, cette France dont son père est resté l'adversaire farouche et qui se prépare à soutenir les colonies américaines soulevées contre la métropole.

*
**

Rigoureux entraînement, qu'on peut comparer à celui d'un poulain de sang, inscrit au *stud-book* dès avant sa naissance. William Pitt n'en semble pas souffrir et il en restera marqué toute sa vie.

Sérieux sans être exactement pompeux, caustique au besoin, documenté, admirablement préparé à la carrière à laquelle on l'a dès l'abord destiné, il conservera toujours quelque chose d'abstrait, voire d'un peu inhumain. Au moins en faveur de sa faiblesse humaine ne peut-on citer que sa déchirante douleur à la mort de sa sœur préférée, lady Harriet Eliot, son amitié pour Wilberforce et plus tard pour Canning, quelques grosses plaisanteries faites ou subies par lui avec bonne humeur (premier ministre il se laissera joyeusement barbouiller la figure de suie par les enfants Stanhope), enfin son goût pour le vin de Porto. Dans un temps où les « hommes de quatre bouteilles » sont monnaie courante, l'ancien patient du docteur Addington inquiètera ses amis et scandalisera ses adversaires par sa faculté d'absorption ; en 1788, l'excès de vin bu pendant le dîner l'empêchera, au cours d'une séance de nuit, de répliquer aux orateurs de l'opposition.

Chaste, on ne lui connaît guère d'aventures sentimentales et il ne se mariera jamais. Si, en 1796, il doit avouer son inclination pour Eleanor Eden, la fille aînée de lord Auckland, une blonde aux grands yeux, ce sera pour déclarer en même temps

que des circonstances, lesquelles d'ailleurs il ne précisera pas, l'obligent à renoncer à toute idée de justes noces. Les plaisanteries qu'on ne lui ménage pas au sujet de sa continence sont sans doute exagérées, mais il n'a certainement aucun tempérament amoureux.

Bref, né et élevé pour la politique, il sera, dans toute sa rigueur, l'*homo politicus*. Strictement adapté au milieu parlementaire de son pays et de son époque, il deviendra un grand parlementaire, voire un grand ministre. Pour être un très grand homme d'Etat, il lui manquera peut-être de n'avoir pas, étant jeune, mieux connu ce qui n'était ni lord, ni député, ni professeur, d'avoir fait quelques dettes, d'avoir aimé et d'avoir pleuré.

A dix-sept ans William Pitt a déjà son diplôme de maître ès arts de Cambridge. Comme il est tout de même trop jeune pour entrer dans la vie politique active et qu'il n'a ni le goût du monde ni celui de la campagne, il reste encore quatre ans à l'Université, lisant, écrivant et tendant l'oreille aux échos du Parlement. Il est à la Chambre des lords quand son père s'y effondre, terrassé par l'apoplexie en balbutiant un dernier discours dirigé, celui-là, contre tout projet de capituler devant la France, maintenant alliée des Américains.

Le jeune homme pleure sincèrement ce père fantasque, autoritaire mais affectueux qui lui a donné des leçons et un exemple qu'il n'oubliera jamais. Il l'emportera sur son modèle en connaissances, en équilibre, en application et en persévérance mais il n'aura jamais ni sa flamme, ni son dynamisme, ni cette éloquence pathétique dont Lyttleton, un contemporain, disait « qu'elle gelait parfois le sang dans les veines et parfois en précipitait le cours jusqu'à faire éclater le cœur. »

Un mois après, en 1778, il suit le convoi funèbre du terrible homme d'Etat en route pour Westminster Abbey où trente ans plus tard, lui, le second Pitt, sera enseveli à son tour.

Lord Chatham laisse une succession embrouillée. Son fils est d'ailleurs un cadet et comme tel maigrement pourvu ; ses revenus n'atteignent pas trois cents livres sterling ; il décide d'entrer au barreau où il pourra gagner quelque argent et qui constitue d'ailleurs une des avenues classiques de la Chambre des Communes. En 1779 il s'installe à Londres, est plus assidu que jamais aux débats parlementaires, renoue connaissance avec Charles Fox, ce Fox dans le flanc duquel il doit être « une

épine » et qui est déjà illustre. On le voit un peu à l'Opéra, un peu dans les soirées mondaines. En juin 1780 il prête serment comme avocat.

Mais les sacs de procès ne sont pas le fait du fils préféré du grand Chatham. Il lui faut un siège dans la Chambre des Communes, dans cette Chambre où sa place est pour ainsi dire marquée depuis sa naissance. Reste, il est vrai, la désagréable formalité du scrutin. Justement, en 1780, le Parlement est dissous et on va procéder à de nouvelles élections. Le jeune homme n'a pas vingt ans. Qu'importe ! Il ne connaît pas grand-chose du monde en dehors de l'Université de Cambridge. Eh bien ! il sollicitera d'être l'un des députés que cette Université a le privilège d'élire.

Professeurs et *fellows* le trouvent un peu pressé. Il n'obtient guère de voix. Désespoir. Lui va-t-il donc falloir marquer le pas, piétiner à la porte de cette terre promise, la salle étroite et enfumée où siègent les Communes ?

Non. Quand on s'appelle Pitt, qu'on appartient à un certain monde et que d'autre part on témoigne de tant de dispositions, on ne fait pas longtemps antichambre. La famille s'ébranle, les amis s'emploient. Le duc de Rutland, qui s'intéresse au jeune avocat, va trouver sir James Lowther.

Sir James, plus tard lord Lonsdale, est, dans le nord de l'Angleterre, une sorte de roi sans couronne ; ses terres sont immenses, ses revenus fabuleux, son train satrapique, son hospitalité légendaire. En outre il dispose absolument de neuf bourgs, plus ou moins « pourris » et qui, d'après l'étonnante législation électorale alors en vigueur, ont le droit de nommer chacun un député. C'est dire que sir James Lowther envoie neuf députés aux Communes.

Donc le duc de Rutland parle à sir James. Dans l'Angleterre du XVIII^e siècle, qui résisterait à un duc ? A un duc qui au surplus est sans doute cousin, ou cousin de cousin ? Sir James ne résiste pas. Il désigne le candidat ducal pour représenter au Parlement l'un des neufs bourgs, celui d'Appleby.

Le 23 janvier 1781, William Pitt le second, son rêve devenu réalité, prend donc, en qualité de député d'Appleby, séance à la Chambre des Communes.

Un mois après il prononce son *maiden speech*.

Le milieu

En tous temps, sous un régime parlementaire, William Pitt eut marqué. Pour avoir, aussi tôt, de telles occasions de montrer ses dons, il fallait qu'il fut né dans l'Angleterre du XVIII^e siècle.

Cette Angleterre, nous la connaissons en gros, en France, par les toiles de Hogarth, de Reynolds, de Gainsborough et de Romney, par son style d'ameublement dérivé du hollandais, par les *Lettres anglaises* de Voltaire, par quelques mémoires, par les ouvrages d'Adam Smith, de Hume et de Berkeley, par les *Voyages de Gulliver*, par un certain nombre de romans enfin, *Tristram Shandy*, *Pamela*, *Tony Jones*, et d'autres dont on parle plus qu'on ne les lit : des châteaux de style néo-classique, de vertes pelouses sur lesquelles se promènent des officiers au teint aussi rouge que leurs habits, de grands jeunes gens bien nourris, de souples femmes vêtues de mousseline, des *babies* blonds et roses jouant avec des dogues. A peine Hogarth nous fait-il deviner des prostituées assez misérables et une vendeuse de crevettes dépenaillée mais éclatante de santé. Nous pressentons une vie intellectuelle et surtout religieuse de quelque intensité. Nous savons que, pour nos Encyclopédistes, il y avait là un asile de liberté où on ne risquait point la lettre de cachet. Nous apercevons la mer toujours présente et que sillonnent des navires, vaisseaux et frégates militaires, trois-mâts et bricks marchands, sans cesse plus nombreux. A l'arrière-plan, nous soupçonnons les Indes, la terre des perles et des épices que les proconsuls de la Cité disputent à nos Dupleix et à nos Lally-Tollendal.

Cette vision n'est pas fausse, mais elle est sommaire. En réalité, la Grande-Bretagne où naquit le second Pitt n'est pas encore un pays extrêmement évolué. La révolution industrielle qui la transformera complètement ne commencera qu'à la fin du siècle. Elle est loin d'être fort peuplée. En 1700 sa population n'est estimée qu'à six millions et demi d'habitants, en 1760 qu'à moins de huit millions, en 1780 qu'à neuf millions ; elle n'atteindra dix millions et demi que vers 1800 alors que la France, à l'aube de la Révolution, comptera déjà vingt-sept millions d'habitants. Cette population reste surtout agricole ; dans sa masse elle est pauvre, d'une pauvreté qui, pour des raisons qui seront indiquées plus loin, va peut-être en s'accroissant au cours du siècle. Seulement les progrès de l'art et de la navigation, la

décadence des Pays-Bas et de l'Espagne permettent au pays d'utiliser de mieux en mieux sa position insulaire. Son commerce d'outre-mer et, avec lui, son industrie bancaire prennent un développement rapide. Les exportations britanniques sont, en 1760, évaluées à 14.700.000 livres, les importations à 9.800.000 livres ; en 1800 elles seront passées respectivement à 34.400.000 et 28.250.000 livres. Et si laboureurs et artisans ne sont pas plus heureux qu'au temps de Henri VIII et d'Elisabeth, en revanche l'or afflue dans les coffres des marchands de la Cité et des grands seigneurs, leurs protecteurs. Les moyens sont d'ailleurs souvent discutables et un publiciste de l'époque peut écrire : « Les lois doivent toujours céder au droit que nous avons de nous emparer de toutes choses, dès lors qu'il s'agit de choses auxquelles nous avons intérêt. »

Surtout l'Angleterre du xviii^e siècle est-elle bien loin d'être cet Eden politique dont nos philosophes contemporains baisaient le sol en y abondant. Certainement, l'*Habeas corpus* y était en vigueur et on n'y pouvait emprisonner personne sans un *warrant* de magistrat ; certainement les impôts n'y pouvaient être levés qu'avec le consentement du Parlement. Mais encore faudrait-il se demander ce que signifiait exactement, à cette époque, les mots *magistrats* et *Parlement*. Quand on va au fond des choses, on s'aperçoit qu'ils n'étaient rien que les moyens d'action d'une oligarchie gouvernante.

Sous les Tudor, l'Angleterre était en passe de devenir comme la France, une monarchie centralisée et, jusqu'à un certain point, démocratique. Sous les Stuart les querelles religieuses affaiblirent la royauté et rendirent de la force aux éléments centrifuges, *squires* des comtés et corporations urbaines. L'intermède cromwellien, — dictature militaire, théocratique et populaire, — laissa de mauvais souvenirs. Sauf au début du règne de Charles II, la réaction ne bénéficia guère à la monarchie qui, dans ce pays devenu profondément protestant et patriote, eut le tort de se compromettre avec le catholicisme et avec l'étranger. Quelques familles de noblesse anglaise qui, dès le temps d'Henri VIII, avaient très largement profité des sécularisations et s'étaient ainsi constitué des domaines fonciers considérables, virent leurs intérêts coïncider avec les passions nationales. Elles utilisèrent largement cette coïncidence.

La révolution de 1688 qui chassa les Stuart fut, en grande

partie, l'œuvre de ces familles nobles. Les petits hobereaux provinciaux restèrent, pour beaucoup, attachés à la dynastie déchuë. Mais la plupart des lords exploitèrent à fond l'occasion que leur fournissait l'avènement au trône de souverains qui ne devaient cet avènement qu'au vote, — de légalité d'ailleurs douteuse, — d'un Parlement où ils étaient les maîtres.

Il est bien entendu que cette noblesse ne remontait en général pas aux croisades et que la majorité de ses membres ne devaient leur grand établissement qu'aux hasards des persécutions religieuses et des guerres civiles. Telle quelle cependant, et grossie de quelques éléments amenés de Hollande par Guillaume d'Orange (Bentinck, créé ensuite duc de Portland, et Keppel, créé comte d'Albemarle), elle tenait assez de positions pour imposer sa loi à des souverains que bien des Anglais traitaient, dans leur cœur, d'usurpateurs.

Guillaume III n'essaya pas longtemps de secouer le joug, Il avait d'autres soucis ; et il laissa ses partisans se gaver à leur aise et se répartir les dépouilles de leurs adversaires. En même temps les honneurs pleuvaient sur ces mêmes partisans, ajoutant la dignité à la richesse. Cavendish est fait duc de Devonshire, Russell, duc de Bedford, un peu plus tard Churchill sera duc de Marlborough. Les moins huppés se partagent marquisats, comtés et baronies. C'est le grand pillage.

Après Guillaume, la reine Anne, fatiguée de la hauteur des grands *whigs* et surtout des Churchill, tente de résister et va un moment jusqu'à appeler au pouvoir des sympathisants de l'ancien régime. Mais quand, en 1714, elle meurt sans enfants, les hauts seigneurs nantis, toujours d'accord, heureusement pour eux, avec le sentiment religieux de la nation, appellent au trône un protestant, assez lointain parent, par les femmes, de la dynastie Stuart : c'est l'électeur de Hanovre, reconnu roi de Grande-Bretagne sous le nom de George I^{er}, qui ne sait pas l'anglais et ne le saura jamais.

Désormais la noblesse *whig* règne sans conteste.

Whig, le mot, à l'origine sobriquet péjoratif, désigne les insurgés presbytériens et s'est installé, à la fin du xvii^e siècle, dans la terminologie politique britannique. Au xviii^e, il désigne officiellement les tenants de la révolution de 1688 et du coup d'Etat de 1714 ; protestants, adversaires du « papisme » et des Stuart, ennemis de l'absolutisme royal, ennemis aussi de la France catho-

lique et bourbonienne ; en fait il marque surtout les membres et les clients des familles bénéficiaires de l'ordre nouveau.

Aux *whigs* s'opposent les *tories* qui regrettent la dynastie tombée, n'aiment pas l'oligarchie en place et inclinent, sinon vers le catholicisme, au moins vers l'Eglise anglicane dans son aspect le plus hiérarchisé. Lorsque, au milieu du siècle, les Stuart perdront définitivement toute chance, les *tories* tendront, par opposition à la majorité parlementaire, que dominent les *whigs*, à devenir les défenseurs du pouvoir royal, même exercé par un prince hanovrien. C'est lord Bolingbroke qui est le théoricien du ralliement.

Les *tories* sont nombreux, mais les leviers de commande leur échappent et, sous les deux premiers George, hanoviens bien avant que d'être anglais, les *whigs* organisent à leur profit le gouvernement de « cabinet » et règnent sans partage ni contrôle. George III, le premier de sa dynastie né en Grande-Bretagne et qui a le tempérament d'un bourgeois pieux, autoritaire et entêté plutôt que d'un grand seigneur, essaie, en 1761, puis en 1770, de leur substituer, non pas exactement le party *tory*, mais un parti d'hommes recrutés surtout chez les *tories* et dévoués à la personne royale : les ministères de lord Bute et de lord North connaissent des jours difficiles et finissent, — le second après un long exercice du pouvoir, — par s'écrouler devant l'hostilité de la classe aristocratique : il faudra attendre le second Pitt, nourri pourtant parmi les *whigs* et qui ne s'avouera jamais *tory*, pour connaître un gouvernement durable, populaire et cependant affranchi en grande partie de la tutelle des oligarques.

Il serait assez difficile de préciser la doctrine politique des grands *whigs*. Ce sont des seigneurs et non point des théoriciens. Dans leurs discours, ils se réfèrent volontiers aux principes de l'« immortelle révolution » de 1688, parlent de liberté et des droits imprescriptibles du sujet britannique. Quelques-uns, comme le premier Pitt, qui d'ailleurs, on l'a vu, n'est pas par naissance un grand *whig*, font vibrer la corde patriotique. En fait leur action est loin d'être toujours d'accord avec leurs paroles et leurs fameux principes se ramènent pratiquement au droit, pour eux, de gouverner la Grande-Bretagne et d'être grassement entretenus par l'Etat.

Jamais la distribution des sinécures somptueusement payées n'a joué un aussi grand rôle que dans l'Angleterre du XVIII^e siècle. Les plus connues et les plus lucratives sont celles qui se ratta-

chent à la Trésorerie et dont le premier ministre a la disposition. Il y a là un certain nombre de fonctions aux désignations archaïques : chambellan de l'Echiquier, auditeur des recettes, clerc des parchemins, qui sont rémunérés par des pourcentages sur les rentrées du Trésor. Ces pourcentages représentaient des sommes raisonnables quand le budget britannique était encore quasi-médiéval. Lorsque ce budget, sous les George, devient celui d'un Etat moderne, ces sommes enflent démesurément. Elles atteignent et dépassent, pour certaines sinécures, dix mille livres sterling. Les ministres en exercice prennent pour eux mêmes, sans vergogne, les mieux rentées de ces places dont le faible travail effectif est assuré par quelque employé subalterne. Les moins rémunératrices, ils les distribuent aux frères, aux cousins, aux clients. On peut dire que les grandes familles de l'âge d'or du *whiggism* vivent, pour une large part, aux frais du contribuable britannique. Leur seule excuse est que le « parti de la Cour », quand il est au pouvoir, en fait autant.

* * *

Si les principes du régime *whig* sont flottants, le mécanisme de son action est parfaitement précis. Il repose sur un régime parlementaire qui écarte à la fois du pouvoir le roi et le peuple.

Le bill du *Test* a éloigné de la Chambre des lords les pairs catholiques. A la suite des événements de 1688 et de 1714, on y a fait entrer, par fournées, des hommes entièrement acquis au *whiggism*. En 1783, on ne compte cependant encore au Parlement que deux cent quarante pairs. Il y a là une forteresse qui peut sembler imprenable et dans laquelle seule l'influence personnelle du souverain ouvre parfois des brèches.

Restent les Communes. Il y eut des temps dans l'histoire d'Angleterre où la Chambre des Communes représentait, dans les institutions britanniques, un élément, sinon démocratique, au moins très largement représentatif de la petite bourgeoisie. Au XVIII^e siècle, les circonscriptions électorales se sont modifiées. Il en résulte que des villes importantes, mais dont l'importance est de date relativement moderne, n'ont pas de représentants tandis que des « bourgs » qui eurent leur éclat mais qui ont pratiquement disparus conservent les leurs. Quand le second Pitt paraît au Parlement, Manchester, Leeds, Sheffield, Birmingham ne nomment point de députés. En revanche dix-neuf bourgades de Cornouaille

en élisent ensemble trente-huit; Malmesbury a 2 députés élus par 13 électeurs ; l'Ecosse a 45 représentants nommés par moins de 4.000 électeurs; sur les 513 députés d'Angleterre et du pays de Galles, 254 ne sont, ensemble, choisis que par 11.500 électeurs ; 56 bourgs, ayant droit chacun à un représentant, ont moins de 40 électeurs. Et l'histoire est connue de ce bourg enseveli sous les eaux dont l'unique électeur va, en barque, proclamer l'élu de son choix. Enfin, si la « franchise » varie de bourg à bourg, le droit de suffrage demeure toujours étroitement censitaire et il faut 600 livres sterling de revenu foncier pour être candidat dans un comté.

On se doute combien, dans ces conditions, il était facile aux grands propriétaires terriens de composer une Chambre des Communes à leur dévotion : 71 pairs du royaume disposaient absolument de 90 sièges à la Chambre des Communes et pouvaient, en pratique, en mettre 77 autres à la disposition de leurs amis. Quant aux grands propriétaires non membres de la Chambre des lords, 91 d'entre eux pouvaient, avec assurance, nommer 82 députés et presque certainement en faire passer 57 autres. Donc 162 individus disposaient de 306 sièges, c'est-à-dire de la majorité des Communes. On a vu plus haut que Sir James Lowther pouvait, à lui seul, choisir 9 députés.

En fait, point donc de différence essentielle de composition entre la Chambre des lords et celle des Communes. L'habitude britannique qui fait que, dans une famille titrée, seul le chef prend le nom du titre et que les autres membres de la famille conservent le patronymat permet de s'y tromper : mais, quand on regarde de près, on s'aperçoit que, dans la Grande-Bretagne du XVIII^e siècle, la Chambre basse est remplie des fils, des neveux et des cousins des membres de la Chambre haute. A défaut, ce sont leurs clients. Et si, d'aventure, il se glisse, au sein de la représentation nationale, quelques indépendants, la corruption aura vite raison de cette indépendance. Sous George II, Sir Robert Walpole a poussé le maniement des fonds secrets jusqu'à la hauteur d'un ressort essentiel de l'Etat.

Ce n'est pas seulement le Parlement que tient la nouvelle féodalité : c'est aussi l'armée où ses cadets achètent tous les grades (la marine est restée un peu plus démocratique); c'est l'administration locale et la justice puisque les plus gros propriétaires sont, à peu près obligatoirement, lords-lieutenants des comtés et que les

lords-lieutenants choisissent, dans leur milieu, les *justices of the peace*, à la fois administrateurs et magistrats ; c'est enfin l'Église puisque ces mêmes propriétaires ont le droit de nomination aux cures vacantes dans les paroisses de leurs domaines.

Tout ce solide mécanisme, la classe dirigeante le fait, au XVIII^e siècle, ingénieusement jouer au profit de ses intérêts matériels. Cette classe est essentiellement terrienne : la législation du temps aura constamment en vue les intérêts de la grande propriété terrienne. Les petits propriétaires, les *yeomen*, étaient nombreux au XV^e siècle et encore au XVII^e. Leur nombre va se raréfiant et à leur place on ne voit plus guère que des *farmers* cultivant un sol qui ne leur appartient pas. On abroge une loi de la reine Elisabeth qui assurait un jardin de quatre acres à tout occupant d'un cottage. On supprime progressivement les terres communales qui permettaient aux petits paysans indépendants d'assurer la subsistance de leurs troupeaux et on répartit ces terres entre les propriétés voisines au prorata de l'importance desdites propriétés (c'est ce qu'on nomme l'*enclosure* qui joue évidemment au profit des gros propriétaires et au détriment des humbles ; sous le seul règne de George III le Parlement vote 5.354 *private bills d'enclosure*). On justifie cette mesure en disant qu'elle permet une meilleure exploitation des terres ; elle n'en achève pas moins la disparition de cette paysannerie indépendante qui a longtemps constitué l'épine dorsale de l'Angleterre.

Et si les produits des sinécures, si les revenus des fermages ne suffisent pas à assurer, avec la splendeur de l'aristocratie, sa toute-puissance, voici qu'à l'époque qui nous occupe, une autre source de richesse, et de richesse fabuleuse, apparaît : ce sont les Indes. La classe dirigeante occupe solidement la Cour des Directeurs de l'Honorable Compagnie des Indes orientales et celle-ci envoie libéralement les parents et les protégés de ses amis remplir dans le Bengale ou à Madras des postes parfois dangereux, mais d'où ils reviendront chargés des dépouilles d'une civilisation millénaire et décrépite.

Avec cela les grands *whigs* peuvent paraître tranquilles. Le roi est tenu par le vote annuel du budget et par celui du *Mutiny act* qui frappe de précarité l'entretien de l'armée. Aussi bien les deux premiers George ne s'intéressent-ils pas beaucoup à l'Angleterre et le troisième apprend-il à connaître ce qu'il en coûte de vouloir faire l'indépendant. Quant au peuple, il ne compte guère.

Il y a bien, dans les comtés, des *squires* restés *tories* qui grommelent en regrettant les Stuart ; il y a des *yeomen* que les *enclosures* rendent furieux ; il y a dans les villes des « non-conformistes » qui constatent que le système aristocratique n'est pas inscrit dans la Bible et qui commencent à écouter la parole ardente de Wesley ; il y a des ouvriers misérables qui se livrent de temps à autre à des émeutes violentes et durement réprimées. Cependant le régime tient.

Pour l'ébranler, l'ébranler seulement, car il en subsiste des traces même dans l'Angleterre du *xx^e* siècle, il faudra les déceptions de la guerre d'Amérique, il faudra l'astuce persévérante de George III, il faudra surtout la grande révolution industrielle, il faudra enfin William Pitt.

Si les nobles maîtres de ce régime sont d'accord pour être les seuls à en profiter, ils ne le sont plus sur la manière de partager les bénéfices : les grands *whigs* se répartissent en clans rivaux, aux frontières assez indécises que des mariages ou des coalitions viennent sans cesse modifier mais qui ne s'en détestent pas moins entre eux. Au moment où le second Pitt entre dans la politique, on peut distinguer trois constellations principales.

Celle d'abord qui est groupée autour du marquis de Rockingham, grand seigneur aimable et nonchalant qui fut premier ministre à trente-cinq ans et qui, lorsqu'il mourra en 1782, sera remplacé, à la tête de son clan, par le duc de Portland, flanqué d'encre un duc, celui de Richmond. Ce groupe prétend être le détenteur de la pure doctrine *whig*. Il se réfère volontiers aux « principes de la Révolution de 1688 » et affiche des idées libérales. Au fond il est profondément conservateur et tout lui paraît pour le mieux dans la meilleure des Grande-Bretagnes possibles. Pourtant, en 1774, un jeune homme, venu du clan des « amis du roi », s'est agrégé aux Rockingham *whigs*, et ce jeune homme est Charles Fox qui sera le fondateur du vrai « libéralisme anglais ».

Viennent ensuite les Bedford *whigs*, dirigés par le duc de ce nom, chef de la tribu des Russel, qui trône dans son somptueux hôtel du nord de Londres. Ceux-là ne s'embarrassent point de théories. Il leur faut des places et de l'argent. Et toute combinaison est bonne qui leur permet d'occuper le maximum des unes et d'amasser le maximum de l'autre.

On doit citer enfin le groupe qui s'est constitué autour du premier Pitt, lord Chatham. Chatham, *whig* convaincu, était

aussi un patriote, voire un réformateur. Personnellement désintéressé, la grandeur britannique lui semblait plus importante que le marchandage des sinécures ; son attachement au parlementarisme n'excluait pas une sincère déférence à l'égard de la couronne : son fils devra beaucoup à son exemple. Mais Chatham est mort en 1778 et, en attendant que William puisse prendre sa place, c'est lord Shelburne qui inspire ses amis. Ce gentilhomme riche, éclairé, cultivé, subtil, qui fait de son mieux pour concilier les intérêts de son pays avec ceux de son parti, a un grave défaut : il n'est pas franc ou, du moins, il n'a pas les apparences de la franchise. Défaut qui est pardonné en Angleterre moins qu'ailleurs. Aussi, après son passage au pouvoir, restera-t-il frappé d'une insurmontable suspicion et stigmatisé du sobriquet de « Jésuite de Berkeley square ».

En face, il y a, depuis George III, le « parti de la Cour » formé, on l'a vu, de *tories* ralliés à la dynastie et aussi de *whigs* attirés par le chatolement entrevu des grands cordons et des manteaux de pairs dont Sa Majesté dispose. Après lord Bute, c'est lord North qui le dirige. Il est surtout cimenté par l'argent de la liste civile et les grands *whigs* le regardent avec une dédaigneuse animosité. Mais il a dans le pays, surtout dans la petite noblesse provinciale, des sympathies certaines.

* * *

Tout cela, ce sont les ressorts intérieurs, l'envers du décor : le décor lui-même est magnifique. Et aussi la figuration.

D'abord le cadre : ce ne sont pas uniquement, voire principalement les salles du Parlement, ni les bureaux de Downing street et de Whitehall, non plus les clubs élégants, Almack's, puis Brook's, qui commencent à se dégager des cafés ; ce ne sont pas même les grandes résidences londoniennes.

Sans doute ces résidences sont-elles nombreuses et somptueuses : Holland House, Devonshire House, Lansdowne House, Melbourne House, d'autres encore sont, chacune avec sa coloration particulière, des centres très vivants d'une vie politico-mondaine à laquelle donne un éclat singulier la présence de femmes intelligentes ou passionnées comme lady Holland, lady Bessborough, lady Elisabeth Foster, Mrs Crewe, la vicomtesse Melbourne et surtout l'éclatante Georgina Spencer, duchesse de Devonshire,

dont Reynolds et Gainsborough laisseront d'inoubliables portraits. C'est là, parmi les laquais poudrés, dans de grandes salles claires aux moulures dorées, où l'acajou met sa note grave, autour de tables surchargées d'une massive argenterie que se font et se défont les ministères, que se décide la dissolution du Parlement, que se montent les coalitions, que les sièges législatifs s'achètent et se vendent.

Mais les grands seigneurs qui possèdent ces résidences sont d'abord des propriétaires fonciers. C'est de la terre qu'ils tirent leur richesse et tiennent leur influence et, comme Antée, il leur faut toucher pour reprendre force. Ils le font volontiers, le plus souvent possible. Le *home* pour eux, c'est toujours la demeure campagnarde, quelquefois forteresse féodale, quelquefois manoir Tudor, plus souvent château construit ou reconstruit au goût du jour, dans le style « palladien » néo-grec et dont Blenheim, don de la nation au premier Marlborough, reste l'exemple le plus fastueux.

Cette demeure est généralement gigantesque. Dans ses communs, elle abrite un peuple innombrable de domestiques, palefreniers, jardiniers, chapelains, artisans de toute espèce. Ses écuries contiennent une immense cavalerie. A l'entour s'étend, à perte de vue, les pelouses et les bosquets d'un parc qui a été redessiné selon la mode nouvelle qui tend à imiter la nature.

Là le grand *whig* est véritablement roi. Il règne sur ses fermiers comme propriétaire, sur ses voisins comme lord-lieutenant, *sheriff*, *justice of the peace* ou chef de la milice. Royauté qui n'est d'ailleurs pas celle d'un monarque fainéant. C'est l'honneur de l'aristocratie anglaise qu'elle a toujours pris au sérieux son métier de tutrice du peuple. Le maître du château, entre ses parties de cartes et ses parties de chasse, inspecte son domaine, discute avec ses intendants des améliorations à apporter à la culture, s'occupe des indigents, surveille les routes, siège à son tribunal. Alors qu'en France, le noble de Cour a perdu, parmi les lambris de Versailles, presque tout contact avec ses vassaux, le seigneur anglais reste assez près des siens.

Aussi bien, en cette seconde partie du XVIII^e siècle, a-t-il souvent les mêmes goûts qu'eux. Grand buveur comme eux, — l'expression « soûl comme un lord » est passé en proverbe, — il associe volontiers à ses chasses les principaux de ses fermiers et il ne dédaigne ni d'assister avec eux à des combats de coqs,

ni de boxer avec eux, ni de trousser leurs femmes et leurs filles. Il n'est plus l'aventurier un peu pirate qu'a été son père ou son grand-père. Mais c'est encore, le plus souvent, un homme de plein air, haut de couleurs, jouant gros et jurant ferme.

Pourtant de son passage à Eton, au milieu du tohu-bohu des rixes et des grêles de coups de canne, il lui est resté un peu de grec et pas mal de latin.

Ensuite, il a fait sur le continent le « grand tour » classique qui, en somptueux équipage, l'a mené de France en Italie et quelquefois jusqu'en Grèce. Là, le jeune « milord » a étonné chacun par ses « excentricités ». Mais il a appris quelques belles manières et aussi à parler français.

Héréditairement, le grand *whig* n'aime pas la France. Mais il ne laisse pas d'être sensible aux charmes de notre civilisation. A l'époque où le second Pitt pénètre au Parlement il existe même, dans la haute société britannique, une sorte de « snobisme » français. « Quand je suis entré dans ce qu'on appelle le monde, écrira un peu plus tard lord Egremont, Voltaire et Rousseau étaient tous deux vivants : leur esprit et leurs doctrines captivaient l'attention de chacun ; pas un jour ne se passait sans que leurs noms ne fût cité, soit avec admiration, soit avec blâme ; ajoutez à cela que tout, dans la vie élégante, habillement, nourriture, divertissements, morale, manières, devait être français. Les mémoires de Grammont, les romans français, Crébillon, etc., venaient en aide aux deux philosophes, comme un modèle d'éthique ; il n'y avait pas de jeune femme à la mode qui ne pensât que ce fut presque une tâche sur sa réputation de ne point tromper son mari ; la seule question était de trouver le partenaire ».

Il n'était peut-être pas à vrai dire besoin de Voltaire, de Rousseau et de Crébillon pour engager les maris britanniques à tromper leurs femmes et celles-ci à le leur rendre. L'Anglais et l'Anglaise ont toujours eu du « tempérament » et les « vagues de pudeur » qui viennent successivement submerger les îles britanniques sont peut-être indispensables pour refréner les ardeurs de ce tempérament. A la fin du XVIII^e siècle, la vague puritaine s'était depuis longtemps retirée et la vague victorienne n'était pas en vue. Aussi les mœurs étaient-elles faciles et les bonnets volaient-ils aisément par-dessus les moulins.

Tout se passe souvent quasi-publiquement : la femme du

premier vicomte Melbourne reconnaît volontiers que, de ses six enfants, il n'y en a sans doute qu'un, l'aîné, qui soit de son mari, un autre étant du prince de Galles, un troisième de lord Egremont, les trois derniers étant plus difficilement attribuables. Le duc de Devonshire a trois enfants de la duchesse et deux de lady Elisabeth Foster qui co-habite avec le ménage. La duchesse elle-même a un enfant de lord Grey. Plus tard, lady Caroline Lamb, la future maîtresse de Byron, se fera, dit-on, apporter nue sur un immense plat d'argent au cours d'un dîner donné à Devonshire House. Les orgies du « club du feu de l'Enfer » fondé par Sir Francis Dashwood sont fameuses. Les mémoires de Jenny Hill donnent sur ce qui se passait dans les maisons de filles, fréquentées par la première aristocratie, des détails assez réalistes. Les promenades publiques du Vaux-Hall et du Ranelagh sont de vrais marchés de femmes. Ce n'est certes pas encore la « pubidonde Albion ». Mais ce n'est pas non plus une imitation de Versailles où la débauche est moins grossière.

Telle quelle, avec ses terribles défauts, cette société n'est pas méprisable. Ces gens sont des bêtes de sang. Violents, âpres, individualistes jusqu'à l'égoïsme, ils apparaissent en même temps fastueux, souvent cultivés et artistes, souvent aussi sincèrement dévoués à un bien public qu'ils distinguent d'ailleurs mal de l'intérêt de leur classe. Leur pays, dans l'ensemble, ne s'est pas si mal trouvé de leur domination.

Parasites si l'on veut : ce sont aussi les fleurs d'une civilisation. Et, sans les fleurs, où serait la beauté du monde ?

Cette aristocratie toutefois, qui occupe le devant du théâtre où William Pitt tiendra le premier rôle, n'est pas toute la Grande-Bretagne. Il y a aussi le roi et il y a la masse de la nation, cette nation qui n'est guère consultée, mais qui n'en agit pas moins, par son poids et sa seule existence, sur le cours des événements.

Lé roi, depuis 1760, c'est le troisième George, le premier de sa famille qui soit né sur le sol anglais et qui soit vraiment souverain britannique avant d'être électeur du Saint-Empire. Il est pieux, protestant plutôt « basse-église », chaste, simple dans ses habitudes et il nourrit une méfiance invincible à l'égard de cette noblesse *whig* qui a tenu ses deux prédécesseurs en si étroite tutelle. Respectueux par force, et peut-être par conviction, de la Constitution, il n'en a pas moins une très haute idée de la

prérogative royale. Il en tend les ressorts jusqu'à l'extrême pour faire pièce aux grand seigneurs. Il ne va pas jusqu'à faire appel contre eux au peuple, mais il joue infatigablement des uns contre les autres. Surtout il s'attache, par persuasion et par corruption, à constituer autour de lui ce « parti de la Cour » à travers lequel il espère gouverner personnellement en dehors du « système de cabinet », en dehors surtout des familles *whigs*. Très consciencieux, très entêté, assez bon manœuvrier, il n'est malheureusement pas très intelligent. Et puis, il est né sous une mauvaise étoile : il se trompe dans le choix des hommes, dans le choix des partis à prendre ; il est guetté par cette « folie cyclique » dont il a eu, en 1765, un premier avertissement qui, à partir de 1788, le saisira périodiquement, le plongeant tantôt dans le délire, tantôt dans la prostration et le précipitera enfin dans des ténèbres d'où il ne sortira plus ; et si sa femme, une honnête mecklembourgeoise, lui reste dévouée, ses enfants fuient le plus tôt possible sa tyrannie domestique et son fils aîné, le prince de Galles, un fat parfaitement déplaisant, s'apprête à lui faire une opposition inhumaine.

George III a d'ailleurs un égoïsme tout royal. Quand lord North, « l'homme du roi » par excellence, se sera écroulé du pouvoir, le souverain ne le verra presque plus de sa vie. Et William Pitt lui-même, qui pourtant le libérera pour longtemps du joug des grands *whigs*, il le subira, lui et sa « damnée longue figure obstinée » plutôt qu'il ne l'aimera vraiment ; à la mort de son illustre ministre, il refusera de participer au paiement des dettes laissées par celui-ci.

Au cours de son long règne, sa popularité est passée à plusieurs reprises du zénith au nadir ; elle est au plus bas quand Pitt entre au Parlement alors que la nation accuse presque unanimement le roi d'être la cause, par sa politique personnelle, des désastres de la guerre d'Amérique.

Et la nation compte tout de même dans cette Grande-Bretagne de la fin du XVIII^e siècle. On a dit que le régime britannique de l'époque était celui « d'une oligarchie tempérée par des émeutes ». Elle est aussi tempérée par une grande liberté de parole, par des caricatures plus grossières que spirituelles, et par une presse qui, bien que de création relativement récente, sait déjà, avec un très médiocre souci de la vérité, admirablement manier le scandale.

C'est que la classe dominante a beau ne rendre hommage

que du bout des lèvres aux « principes de la glorieuse Révolution de 1688 », comme elle est en grande partie issue de cette Révolution, elle ne peut lui tourner délibérément le dos. L'aristocratie a beau tenir en main Parlement et magistrats, elle a beau faire fusiller impitoyablement les émeutiers, elle ne peut ni supprimer le jury, ni abroger la liberté de presse. Aussi bien, dans son sein même, se rencontre-t-il toujours des hommes qui, soit générosité soit ambition, se font les champions des « droits du peuple ». On le voit, de 1763 à 1770, quand Wilkes, polémiste assez suspect, fondateur du journal le *North Briton*, arrêté pour avoir violemment injurié le ministère, condamné pour « publication obscène », est chassé jusqu'à trois fois de la Chambre des Communes, mais finit par y demeurer après une quatrième élection.

C'est que, si le peuple britannique tolère ses maîtres aristocratiques et parfois les admire, il n'en demeure pas moins attaché à ses libertés par un sentiment qui puise ses racines au fond de la « conscience protestante » et qui se nourrit de la lecture de la Bible. Si en effet la noblesse anglaise du XVIII^e siècle est assez volontiers libre-penseuse et si elle va au moins aussi volontiers à la loge maçonnique qu'à l'Eglise, les masses restent profondément croyantes. Il se produit même, à cette époque, un véritable « réveil » mystique. L'Eglise anglicane, un peu endormie, trop riche, trop inféodée aux classes possédantes, cesse de satisfaire aux besoins religieux des Anglais. Le presbytérianisme est à peu près confiné à l'Ecosse, les vieilles sectes puritaines sont en décadence, mais le « méthodisme » prêché par Wesley après son « illumination » de 1738 et d'abord persécuté, séduit, par sa simplicité et son élan, des foules sans cesse croissantes.

Comme en France à la même époque, se manifeste d'ailleurs en Angleterre, vers la fin du XVIII^e siècle, un goût de la nature qui annonce le romantisme. Les « jardins anglais » remplacent définitivement les « parcs à la française » ; le chapeau rond et le frac détrônent le tricorne et l'« habit habillé » ; les robes de mousseline se substituent aux robes à panier ; les romans se font « vertueux » et larmoyants ; déjà Macpherson, par un subterfuge qui aura une si extraordinaire influence, a imaginé le barde Ossian.

Parallèlement à la « révolution sentimentale » s'ébauche cette « révolution industrielle » d'où sortira une Grande-Breta-

gne nouvelle : à partir de 1733, l'invention de la « navette volante » transforme les conditions de l'industrie du tissage. En 1787, Hargreaves imagine la machine à filer qu'Arkwright perfectionne en 1769. Les vastes usines où se tisse, non seulement la laine indigène, mais le coton venu d'outre-mer, remplacent les ateliers familiaux. En 1771, on importe en Grande-Bretagne 4.750.000 livres de coton ; en 1800, on en importera 56 millions de livres. En même temps le charbon, dont la Grande-Bretagne est si riche, prend, comme combustible, une importance croissante. Les premiers hauts-fourneaux sont construits en 1760. Watt, entre 1765 et 1782, met au point la machine à vapeur. Le premier chemin de fer est construit en 1777. Le prolétariat industriel apparaît, au détriment de l'artisanat. Et, par voie de conséquence, les villes grossissent aux dépens des campagnes. En 1685 Liverpool n'avait que 4.000 habitants, il en compte 40.000 en 1760. Dans la même période, Manchester passe de 6.000 à 40.000 habitants également ; il en aura 93.000 en 1801.

De cette nouvelle économie britannique fondée non plus sur l'agriculture et l'artisanat, mais sur le commerce international et la grande industrie, Adam Smith se fait le théoricien. On a vu que son livre, la *Richesse des nations*, était une des lectures favorites du jeune Pitt.

Pitt, en effet, né et formé dans un milieu profondément attaché, dans son ensemble, au vieil ordre des choses, Pitt, qui ne répudiera jamais ce milieu, n'en sera pas moins, sur bien des points, le héraut annonciateur d'un ordre nouveau.

Jacques CHASTENET.